

Pour un débat de fond concernant le Plan de transition de Québec solidaire

Ce dimanche-ci, le premier mars, la direction de Québec solidaire tient une assemblée ouverte à tou-te-s les membres sur le Plan de transition. Elle durera trois heures de 10h30 à 13h30 au Centre St-Pierre. Y prendront la parole la présidente du parti, la députée de Mercier et deux membres du Front commun pour la transition énergétique. C'est la première fois depuis que le Plan de transition est connu, en septembre 2018 soit depuis 1.5 année, que les membres auront quelques minutes à partir de la salle pour poser des questions ou émettre une brève opinion sur ce plan.

Pour que le débat continue, qu'il s'approfondisse et qu'il soit mis à l'ordre du jour du Conseil national de mai, il va sans dire que remettre en question l'orientation de ce Plan de transition dans de pareilles circonstances relèvera du tour de force. Il faudra quand même essayer. Le présent document provenant d'extraits remaniés de textes précédents a l'ambition en quelques pages d'armer idéologiquement celles et ceux qui voudront s'y frotter.

Le document est divisé en quatre parties :

1. Se baser sur le rapport 1.5°C du GIEC-ONU sans ses concessions au capitalisme vert (1 page)
2. Critique du Plan de transition, un plan capitaliste vert (2 pages)
3. Un Plan de transition de « prendre soin » des gens et de la terre-mère (1.5 page)
4. Une formation-débat pour préparer le Conseil national de mai (0.5 page)

Marc Bonhomme, 25 février 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Se baser sur le rapport 1.5°C du GIEC-ONU sans ses concessions au capitalisme vert

Le récent rapport du GIEC-ONU à propos d'une hausse maximum de la température terrestre de 1.5°C à l'horizon 2100 avance que pour y arriver sur la base d'une moyenne de scénarios incluant tous le recours à l'énergie nucléaire et, pour la majorité, aux BECCS (bioénergie avec captage et stockage du carbone), il faudrait en moyenne, réduire les émanations annuelles de 45% par rapport à la nouvelle année de base 2010, ce qui signifie de 17.5% par rapport à l'ancienne année de base 1990 car les émanations annuelles de CO₂ ont augmenté de 50% entre 1990 et 2010 (66% entre 1990 et 2017). Cette soudaine modestie de la cible 2030, évidente quand exprimée en termes de l'ancienne base 1990, contraste avec l'apparente ambitieuse cible 2050 qui propose une réduction de 100% mais uniquement sur un base net, de carboneutralité. Ce truc permet d'intégrer la fuite en avant compensatoire des BECCS et des gigantesques plantations d'arbres sur le dos des peuples autochtones et des paysans et qui prennent une ou deux générations pour réaliser leur potentiel en autant qu'entre-temps elles n'aient pas péri par le feu ou la maladie induits par le réchauffement climatique.

C'est que politiquement, et non pas scientifiquement, le GIEC-ONU soumis à moult pression politique surtout des grandes puissances a mis beaucoup d'eau dans son vin. Il a accepté un important dépassement des émanations annuelles de GES d'ici 2030, et même d'ici 2050, devant être neutralisées à partir de 2030 et surtout de 2050 par particulièrement des BECCS ce qui suppose l'acceptation d'un excédent « temporaire » de GES qui vont occasionner des années plus tard un dépassement « temporaire » de la limite de 1.5°C. Cette pirouette est un bar ouvert qui permet tous les reculs en autant qu'on rajoute des BECCS compensatoires après 2050, une éternité en temps politicien. Cette capitulation politique se répercute sur l'analyse scientifique. Il faut en effet faire l'hypothèse que ce dépassement ne déclenche pas des points de bascule, ignorés par les scénarios du GIEC, vers une planète « serre chaude » ou étuve. Cette hypothèse est très contestée scientifiquement.

Au Québec, pour lequel les émanations annuelles de CO₂ ont n'ont pas augmenté de 1990 à 2010 mais baissé, l'objectif de la baisse de 45% de GES par rapport à 2010 signifie mathématiquement une réduction de 50% par rapport à 1990. Québec solidaire pourrait se vanter d'avoir visé presque juste avec le 45% de son Plan de transition. Ce serait ignorer la critique de cette norme faite succinctement ci-haut, à laquelle on doit ajouter les facteurs suivants approfondis dans mon essai « [Le "Sommaire pour les décideurs" du rapport "Le réchauffement global à 1.5°C" du GIEC](#) ». Les conclusions en sont les suivantes :

1. La grande élasticité du bilan carbone à laquelle il faut rétorquer par le principe de précaution qui invite à faire l'hypothèse que la concentration de CO₂ dans l'atmosphère est déjà atteinte pour que la température terrestre grimpe à 1.5°C même si les émanations de CO₂ cessaient demain matin.
2. Le seul scénario sans BECCS, mais avec croissance de l'énergie nucléaire, parmi les quatre exemples du Sommaire du GIEC avance une réduction non pas de 45% mais de 58% par rapport à 2010 soit, pour le Québec, 63% par rapport à 1990. C'est à peu de choses près la cible 2030 du programme, décidée en congrès en 2016 avant que le Conseil national de mai 2018 ne la réduise à 45%. Objecter que BECCS et énergie nucléaire ne concernent pas le Québec serait faire preuve d'un fiefé nationalisme eu égard à cet enjeu mondial. Comme Québec solidaire est aussi quelque peu un « Canada solidaire », ne serait-il pas temps de faire preuve d'un minimum d'internationalisme en condamnant le projet de démonstration BECCS grassement subventionné de Shell et BP en Alberta et en promouvant la possibilité d'exportations d'hydroélectricité vers l'Ontario en autant qu'elle s'engage à fermer ses vieilles centrales nucléaires dont Montréal se situe dans le sillage de leurs vents dominants.
3. La bonne performance québécoise en matière d'émissions de CO₂ vis-à-vis celle albertaine est due à son heureux mix de ressources naturelles. Le bilan des émanations de CO₂ canadien est à peu près le même en termes de production que de consommation, parce que les « exportations » de CO₂ dues à la production de pétrole bitumineux compensent en très grande partie les « importations » nettes de CO₂ dues à la fabrication à l'étranger de produits manufacturés. Il n'en est pas de même pour le Québec où les « importations » l'emportent sur les « exportations » comme c'est le cas aux É-U et dans l'UE.
4. Le Québec n'a pas à restructurer son économie comme doivent le faire l'Alberta (pétrole bitumineux et charbon) et l'Ontario (industrie automobile, énergie nucléaire, hypertrophie de la Finance) alors que le Québec dispose d'un surplus d'hydroélectricité suffisant pour électrifier la totalité du transport en commun et de l'autopartage et dispose d'une industrie de production de moyens de transport collectif.
5. *Last but not least*, la responsabilité historique différenciée commande à la société québécoise, tout comme à celles canadienne et étasunienne, les plus grands producteurs d'émissions de GES par habitant au monde, de faire plus que leur part, ce qui est d'autant plus facile pour le Québec.

Critique du Plan de transition, un plan capitaliste vert

La réduction de la cible des deux tiers à 45% décidée au nom d'une urgence politique inexistante, à moins de se soumettre au « *manufactured consent* » de l'opinion publique, fait fi de l'urgence climatique fondée sur la science. Cette capitulation vis-à-vis l'objectif entraîne celle vis-à-vis le plan d'action concomitant appelé par Québec solidaire le « [Plan de transition économique](#) » et son complément, le [Grand Montréal Express](#).

Ce plan tombe dans l'ornière du capitalisme vert. En très résumé, le capitalisme vert ralentit la dite transition pour rentabiliser le capital déjà investi dans le complexe auto-pétrole-unifamiliale graduellement transformé en celui auto-électricité-condo et pour se donner le temps de mettre au point et déployer une gargantuesque géo-ingénierie de récupération des GES atmosphériques qui auront largement dépassé les cibles de température des Accords de Paris et sans se soucier des points de bascule rendant ce dépassement irréversible. Ce capitalisme se financera à même des marchés et taxes carbone, ce que le parti a cristallisé à son congrès 2019, se substituant aux progressifs impôt sur le revenu et sur les profits et plus fondamentalement à l'expropriation de la Finance. Ces marché et taxe carbone dépendant du bon fonctionnement du marché, le capital en contrôle le niveau par son chantage sur les États grâce à la libre circulation des capitaux au cœur des accords de libre-échange qu'ils soient multilatéraux à la mode OMC ou bilatéraux à la mode Trump. L'ampleur de ce fardeau fiscal pour financer en PPP la géo-ingénierie deviendra tel qu'il contraindra la société à la super-austérité, individuelle et collective, librement acceptée, espère le capital, grâce à la peur de la catastrophe climatique.

Ce Plan de transition serait financé par le régressif marché du carbone quant à son budget d'opérations et, quant à son budget d'immobilisations, par un captage des contributions au Fonds des générations durant les quatre années du premier mandat Solidaire, sommes hypothétiques quelque peu spéculatives supposant la continuation d'une aléatoire croissance, et surtout aux dépens de la lutte contre l'austérité dans les services publics victimes de la constitution de ce Fonds anti-dette. On prévoit le recours aux péages pour les stationnements hors rue dès la fin du premier mandat et éventuellement sur les ponts et autoroutes, tous ces péages étant l'équivalent de taxes indirectes régressives. On laisse entendre qu'existerait alors des alternatives du moins pour les péages sur ponts et autoroutes. Il le faudrait car autrement cette ponction sur les prolétaires des banlieues sèmerait les prémices d'un mouvement de type chemise jaune comme en France. En définitive, l'ensemble du financement du Plan de transition en est un de droite qui ne ponctionne pas ou très peu le capital financier et les transnationales.

Quant à la question des transports, là où le bât blesse, le plan Solidaire est essentiellement une bonification de la Politique de mobilité durable (PMD) des Libéraux québécois jamais critiquée par le parti. Pour le Grand Montréal, qui compte pour 75% des dépenses prévues pour le transport des personnes selon le Plan de transition, le parti se rallie aux lignes directrices de la PMD gouvernementale soit essentiellement le train aérien REM et une orgie de métros au lieu d'un réseau de transport collectif en voies réservés, bon marché, et inséré dans la trame urbaine à l'exemple du « Grand virage » mis de l'avant dès 2016 par la Coalition climat Montréal sur la base du rejet du REM par Transparence et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Cette politique chère et tape-à-l'œil de la taupe et de l'albatros abandonne la terre ferme au loup de l'auto solo, à essence et électrique, d'abord en subventionnant l'auto solo électrique puis en interdisant l'auto solo à essence qu'en 2040, et non pas en 2030 ou même en 2025 comme en Irlande, en Norvège, au Pays-Bas et en Inde, tous acquis, au mieux, au capitalisme vert.

L'opposition aux autoroutes ? Selon le plan de transition Solidaire, le parti « *abandonnera tout nouveau projet de construction routière sauf ceux qui visent à améliorer la sécurité routière ou qui permettent de désenclaver des régions isolées.* » C'est ce qu'on appelle une promesse politicienne car la sécurité excuse tout. En 2015, la part du camionnage lourd en émanations de GES était supérieure à celle de l'automobile, ce qui est presque aussi vrai pour le camionnage léger. Sa contribution à la croissance des GES depuis 1990, tout comme celle du camionnage léger, est largement supérieure à celle de l'automobile. Pourtant, le Plan de transition ne prévoit qu'une réduction minimale des GES du transport des marchandises par rapport à celui des personnes, soit un rapport de 14%. Selon le plan Solidaire, les transports ferroviaire et maritime n'ont pas la priorité sur le camionnage lourd qui jouira d'autoroutes électriques et dont les entreprises seront soutenues alors que le transport à longue distance des marchandises peut être considéré comme une industrie stratégique à nationaliser selon le programme du parti.

Que ce soit pour le camionnage lourd, ou pour la collecte et la gestion des déchets, ou pour la transformation et la distribution alimentaire, ou pour la climatisation des bâtiments non-résidentiels, on note un parti-pris pour le soutien à l'entreprise privée et la faiblesse du cadre législatif et réglementaire les obligeant à contribuer au Plan bien que souvent il est à leur avantage pécuniaire de le faire. Le secteur de l'aluminium produit à lui seul 6.4% de la totalité des

GES du Québec en 2015. [Or Rio Tinto mettra graduellement en opération un nouveau procédé industriel, rentable pour l'entreprise, faisant complètement disparaître ces émanations.](#) L'obligation de le faire d'ici 2030 pour tout le secteur de l'aluminium dominé par Rio-Tinto et Alcoa serait-il trop demandé à ces transnationales qui conjointement ont imposé un long lock-out à leurs employés de Bécancour de plus d'un an ?

La protection du zonage agricole a beau être soulignée, le soutien de l'auto solo électrique et le REM exerceront des pressions économiques vers l'étalement qui viendront à bout de toute « *restriction des périmètres d'urbanisation* ». Alors que l'impôt immobilier, de loin au Québec la première source fiscale des gouvernements locaux, favorise l'étalement urbain, le parti, dans un premier mandat, préconise le même changement que les autres partis soit un banal transfert de un point de pourcentage de la taxe de vente (TVQ). Il n'y a aucune cible et échéance pour la réductions des engrais fossiles et des pesticides ni pour la conversion de l'agro-industrie en bio-agriculture dont il est à peine question.

Si on se réjouit de la législation à propos de l'obsolescence programmée (garanties minimum de 10 ans et de réparation à faible coût), on se demande pourquoi on soutient l'industrie du recyclage tous azimuts alors qu'on sait que ce sont les entreprises sans but lucratif qui ont une meilleure performance. Le vital développements des circuits courts n'inclut qu'un soutien financier aux entreprises privées, presque tous de grandes entreprises, sans imposer aucune obligation, cible ou échéance. La politique zéro-déchet proposée est sans cibles intermédiaires et sans échéance alors que celle gouvernementale en comporte... même si elles ne sont pas respectées.

On reste étonné de la paucité de la politique de mise à niveau écologique des bâtiments. Cette politique peut être une grande créatrice d'emplois et d'économie d'énergie, fossile ou non, tout en étant financée par une banque d'État sans important recours au budget public car le remboursement de la dette pour les travaux se finance à même l'épargne réalisée grâce à l'économie d'énergie. La politique du parti à cet égard ne comporte aucune cible ni échéance sauf peut-être pour les bâtiments étatiques. Pour le bâtiment résidentiel, le parti mobilise une partie des CELI (fonds d'épargne des particuliers dont les rendements ne sont pas imposés), pourtant un outil d'évasion fiscale légale à proscrire pour la gauche, pour que s'autofinancent les propriétaires avec une part réservée pour ceux moins fortunés et leurs locataires. Quant aux bâtiments non-résidentiels, ils disposeraient d'un fonds dont la source est inconnue. Il serait pourtant possible que d'ici 2030, un ou des organismes étatiques prennent à charge l'évaluation des travaux, leur réalisation et leur financement, quitte à mobiliser les institutions financières ou une banque d'État, pour mettre au niveau de la meilleure technologie écologique tous les bâtiments utilisant des énergies fossiles si ce n'est davantage. Le Plan ne prévoit que des projets pilotes pour des bâtiments à énergie (quasi) zéro alors que la démonstration est déjà faite (ex. bibliothèque de Varennes). Faut-il se surprendre qu'à cause de ce manque d'audace, la mise à niveau écologique des bâtiments ne mobilise que 4% des 390 000 emplois brut à créer (5% des 300 000 net) contre 64% (83%) pour ceux concernant le transport des personnes.

Le comble de l'absurde, cependant, c'est la dose d'extractivisme que l'on retrouve dans le Plan. On veut y utiliser les résidus agricoles et forestiers à des fins énergétiques alors qu'écologiquement ceux-ci doivent rester sur place pour nourrir le sol déjà affaibli par l'extraction de la matière récoltée, nourriture et bois. On le fait au nom du développement économique des régions mais au prix de l'affaiblissement de leurs sols. Est aussi discutable la mise en place de la filière du lithium dont l'extraction par des mines à ciel ouvert est particulièrement dommageable pour l'environnement. À partir du moment où on opte pour la généralisation de l'auto solo électrique, comme le fait le Plan Solidaire, la production du lithium et autres métaux rares deviendra une plaie environnementale mondiale. L'auto hydroélectrique est beaucoup plus polluante que l'on pense comme le prouve [l'étude de son cycle de vie par Hydro-Québec](#), qui n'a pourtant aucun intérêt à la dénigrer, surtout à cause de ses batteries mais pas seulement, sans compter qu'elle maintient la congestion et l'étalement urbains. Le rejet de cet auto solo minimiserait ce problème pollution minière car non seulement l'électrification du transport en commun, du rail et des navires est-il quantitativement moins important et se fait-il en bonne partie en alimentation d'électricité continu (ex. tramway) mais la ville sans auto solo ni bungalow et à circuits courts nécessite moins de services de transport. Cette dose d'extractivisme est d'autant plus à remarquer qu'elle compte pour 13% des emplois brut à créer (17% de ceux net), soit la seconde source en importance après le transport des personnes.

Somme toute, on ne sent aucune urgence climatique dans le plan de transition Solidaire mais le souffle froid de la technocratie prisonnière du marché. Au final, de la CAQ à Québec solidaire en passant par les Libéraux et le PQ tous se rallient, à dose variable, à la politique gouvernementale et à son mode droitier de financement.

Un Plan de transition de « prendre soin » des gens et de la terre-mère

La correction majeure à faire au Plan de transition est d'y incorporer les services publics. « Prendre soin » des personnes est l'autre côté de la médaille de « prendre soin » de la terre-mère. Le travail dans les services publics est intrinsèquement climato-écologique. Non seulement les « soins » prodigués par les travailleuses socialisent-ils de semblables tâches domestiques faites gratuitement mais ces emplois nécessitent peu d'énergie mécanique (et beaucoup d'énergie humaine) tout en créant de riches rapports humains qui désaliènent de la solitude consumériste, en opposition à la société de consommation de masse qu'exige l'accumulation capitaliste.

La mesure névralgique du « prendre soin » de la terre-mère est l'interdiction de toutes les autos solos, à essence et électriques, dès 2030 dans les régions métropolitaines et leur remplacement par un transport en commun gratuit et dès que possible électrifié sur la terre ferme y compris des mini-bus éventuellement sans chauffeur dans les banlieues d'unifamiliales et un service complémentaire et bon marché d'autopartage. Au fur et à mesure de la disponibilité des alternatives, les autos solos seraient rachetées à leur coût d'achat déprécié. Cette urgence impose une interdiction immédiate de la construction de maisons unifamiliales et même en rangées, la densification obligatoire de celles existantes quitte à soutenir leurs résidents soit pour le déménagement soit pour la subdivision. Autrement il est impossible de construire une urbanité basée sur le transport actif et sur celui collectif et de maximiser la mixité des fonctions et l'agriculture urbaine.

Le paradigme auto solo-pétrole-unifamiliale doit être remplacé non pas par celui auto solo-électricité-condo du capitalisme vert perpétuant l'étalement urbain mais par le paradigme transport en commun (autobus, tramways, minibus, autopartage complémentaire) gratuit, fréquent, confortable, partout, électrifié et construit principalement au Québec sur toutes les autoroutes et boulevards existants mais sans en ajouter aucun. Le recours à une planification démocratiquement décidée mais d'application obligatoire rend la chose tout à fait possible comme a été possible la transformation de l'économie civile en économie de guerre en trois ans au début des années 1940. C'est cette alternative drastique, devenue nécessaire, que devrait populariser Ultimatum 2020, ce que cette campagne est à cent mille lieux de faire.

Une société du « prendre soin » est aussi une société de plein emploi écologique et vice-versa. Un réinvestissement massif dans les services publics, anciens (santé, éducation, garderies, services sociaux) et nouveaux (banque publique, logement social éco-énergétique et collectivisé comme épine dorsale du secteur du logement, réhabilitation écologique de tous les bâtiments, transport en commun comme substitut à l'auto solo, agriculture biologique rurale et urbaine, programme d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable) créera énormément d'emplois stables et bien rémunérés.

Ces emplois remplaceront ceux supprimés tout aussi massivement dans le secteur des hydrocarbures, de l'extraction et de l'armement, dans la fabrication reposant sur l'obsolescence programmée et la mode et aussi sur la production de masse telle l'automobile, dans le marketing et la publicité, dans la logistique dont le camionnage, dans les secteurs boursouflés du commerce et de la finance mais non nécessairement dans les services privés aux personnes telle la restauration et les services communautaires et à domicile.

Ce sera un festival des emplois aujourd'hui féminins dans lesquels les hommes devront se recycler tout en se *démachosisant* car ce sera l'hécatombe pour leurs secteurs d'emploi d'aujourd'hui. À ce point que le mot d'ordre syndical de « transition juste », si juste soit-il, a un petit côté défensif et sexiste alors qu'il est tellement évident que la société de « prendre soin » créera des emplois nouveaux à profusion à l'épreuve de toute robotisation même s'ils pourront être soutenus mais non remplacés par l'intelligence artificielle.

Par contre, l'automatisation intelligente sera en mesure de remplacer en grande partie ces énergivores emplois extractivistes et manufacturiers qui resteront indispensables pour fabriquer les infrastructures et machineries nécessaires afin de collectivement nous loger, climatiser et transporter sans compter nourrir et vêtir chacune d'entre nous de façon créative mais sobrement. Dans ce contexte, l'équilibre de plein emploi durable sera atteint par l'ajustement du temps de travail à la baisse d'autant plus facilement que la cumulatrice et consumériste angoisse de la précarité et de la sécurité disparaîtra avec son cortège de stress et d'obésité. De même, qu'à court terme dans les pays du vieil impérialisme, les flots de réfugiées viendront en renfort, grâce à des frontières ouvertes, dynamiser une population vieillissante.

